COMMUNE DE DREVANT

CONVOCATION DU 16 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le seize octobre, le Conseil Municipal de DREVANT a été convoqué par nous, Patrick BIGOT, Maire de DREVANT, pour une session ordinaire le vingt-quatre octobre.

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du compte rendu de la réunion du 29 août 2024.
2. Délibération pour le projet final de parc photovoltaïque au sol de la commune.
3. Délibération avis pour la création d'une installation de méthanisation sur la commune de Faverdines.
4. Délibération pour définir un tarif à la salle polyvalente le vendredi.
5. Délibération pour l'adhésion à la convention de participation « Prévoyance » avec le Centre de Gestion du Cher.
6. Délibération modificative budgétaire - commune et restaurant scolaire.
7. Délibération détermination des taux d'avancement de grade.
8. Délibération création d'un poste de rédacteur.
9. Transmission pour information du rapport d'activité 2023 du SMIRTOM.
10. Transmission pour information du rapport d'activité 2023 de la CDC Cœur de France.
11. Décision d'engager la démarche d'une labellisation 3 fleurs courant 2025.
12. Questions et informations diverses.

RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 OCTOBRE 2024

PROCÈS VERBAL DE SÉANCE

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 12

Date de la convocation : 16.10.2024

Date de l'affichage : 16.10.2024

L'an deux mille vingt-quatre le vingt-quatre octobre, le conseil municipal de DREVANT s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances à dix-huit heures trente sous la présidence de Monsieur Patrick BIGOT, Maire.

Etaient présents : Mrs Patrick BIGOT - Denis COZIEN - Jordan DELAUNAY - Pascal LAMY - Jean-François MAZERAT - David NOGUERA - Jérôme PASCAUD

Mmes Virginie BALLEREAU - Denise FRIAUD - Milka LANGLOIS - Catherine METENIER - Emilie MUNOZ

Absents excusés : Grégory COFFINIER - Sébastien RIVIÈRE

Absent non excusé : Franck MARTINAT

Pouvoir de Monsieur Grégory COFFINIER à Monsieur Patrick BIGOT

Pouvoir de Monsieur Sébastien RIVIERE à Monsieur David NOGUERA

Constatant que les conditions de quorum sont réunies, Monsieur le Maire ouvre la séance et procède à l'appel des conseils municipaux.

Il est procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Catherine MÉTÉNIER a été désignée pour remplir ces fonctions et a accepté.

1. Approbation du compte rendu de la réunion du 29 août 2024.

Le compte rendu de la réunion du 29 août 2024 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

2. Délibération pour le projet final de parc photovoltaïque au sol de la commune.

Le conseil municipal :

Après avoir pris connaissance du projet final de parc photovoltaïque au sol situé des parcelles communales en majorité et correspondant à une zone urbanisable dédiée à l'implantation d'activités artisanales et industrielles aux lieux-dits « Les Hautes Sablonnières » et « Les Combes » sur la commune de Drevant présenté par la société Solaterra.

Prend acte des démarches d'étude de faisabilité et de communication locale qui ont eu lieu depuis 2022 ainsi que du dépôt prochain d'une demande de permis de construire concernant le projet objet de la présente délibération.

- Emet un avis favorable au développement de l'énergie solaire photovoltaïque sur son territoire à 12 voix Pour, 01 voix Contre et 01 Abstention.
- Emet un avis favorable sur le projet final de parc photovoltaïque au sol qui lui a été présenté à 12 voix Pour, 01 voix Contre et 01 Abstention.

Le Conseil Municipal émettra ce même avis dans le cadre de l'enquête publique à venir.

3. Délibération avis pour la création d'une installation de méthanisation sur la commune de Faverdines.

Le Maire fait part au conseil municipal d'un arrêté préfectoral n°2024-1472 du 30 août 2024 reçu en Mairie le 02 septembre 2024 de la Préfecture du Cher portant ouverture d'une consultation du public relative à la demande d'enregistrement pour la création d'une installation de méthanisation sise sur le territoire de la commune de Faverdines au lieu-dit « Huffaut » présentée par la SAS VALANCE ENERGIES.

Le débat s'engage. Plusieurs conseillers indiquent que si la méthanisation peut constituer une production d'énergie renouvelable, elle n'est cependant pas sans effet sur l'environnement et la qualité de vie de nos administrés.

- Appauvrissement des sols lié aux épandages (baisse des rendements constatée)
- La matière organique destinée à la production d'énergie provient à 70 % de production agricole dédiée (maïs et CIVES (culture intermédiaire à vocation énergétique))
- Augmentation des émissions de CO2 liée au transport des intrants et aux épandages
- Risque sur la qualité des eaux souterraines par ruissellement du digestat
- Baisse significative de la valeur foncière des propriétés proches
- Dégradations des voiries communales ou départementales d'accès au site et aux zones d'épandage des digestats

Considérant les impacts négatifs de ce projet énumérés ci-dessus et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité (13 voix Contre - 1 voix Pour) d'émettre un **avis défavorable** à la demande d'enregistrement pour la création d'une installation de méthanisation sise sur le territoire de la commune de Faverdines au lieu-dit « Huffaut ».

4. Délibération pour définir un tarif à la salle polyvalente le vendredi.

Vu la délibération n°2023-690 en date du 29 novembre 2023 relative à la fixation des tarifs de la salle polyvalente.

Monsieur le Maire propose d'intégrer la journée du vendredi à la formule de location à la journée en semaine.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide** de modifier les tarifs de la location de la salle polyvalente comme suit et de le tarif à compter du 1^{er} novembre 2024.

Formules	Les jours fériés sont identiques au tarif week-end	Particuliers ou associations extérieures à la commune	Particuliers ou associations de la commune
Formule 1	Du vendredi 14 h au dimanche 09 h	280 €	180 €
Formule 2	Du vendredi 14 h au lundi 09 h	390 €	240 €
Formule 3	Du samedi 09 h au dimanche 09 h	240 €	160 €
Formule 4	Du samedi 09 h au lundi 09 h	350 €	210 €
Formule 5	Du samedi 14 h au lundi 09 h	280 €	180 €
Formule 6	Du dimanche 09 h au lundi 09 h	240 €	160 €

Location à la journée en semaine

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 09 h au lendemain matin 09 h Location impossible le vendredi si la salle est louée le week-end.	150 €	100 €
<u>Association de la commune</u> : un week-end gratuit par an du vendredi 14 h au lundi 09 h Si horaire insuffisant le prix d'une journée supplémentaire sera appliqué. Pas de location à la demi-journée. Les chèques de caution ne sont pas encaissés.		

5. Délibération pour l'adhésion à la convention de participation « Prévoyance » avec le Centre de Gestion du Cher.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 25 alinéa 6 ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du CHER du 29 novembre 2021 actant la mise en œuvre de conventions de participation pour le risque « Prévoyance » et le risque « Santé », à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

Vu la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cher du 05 avril 2022 approuvant, après avis favorable du Comité Technique Départemental, le lancement de la procédure de consultation, dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de convention de participation (lot 1-Prévoyance / lot 2 – Santé) ;

Vu la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cher du 05 septembre 2022 portant, après avis favorable du Comité Technique Départemental, acte du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation relative au risque « Prévoyance », pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028 ;

Vu la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cher du 05 septembre 2022 décidant, après avis favorable du Comité Technique Départemental, du maintien du régime indemnitaire, à hauteur de 40%, dans le cadre de congé longue maladie et de congé longue durée, variante proposée par le candidat retenu ;

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre les centres de gestion du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre et du Loir-et-Cher et le groupement ALTERNATIVE COURTAGE/TERRITORIA MUTUELLE ;

Vu la déclaration d'intention de la collectivité de participer à la procédure de consultation engagée par les centres de gestion du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre et du Loir-et-Cher en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque « Prévoyance » ;

Vu l'avis Favorable du Comité Social Territorial en date du 07 octobre 2024.

L'autorité territoriale expose qu'en conformité avec l'article 25 alinéa 6 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur sollicitation des collectivités, les centres de gestion du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre et du Loir-et-Cher ont lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », conformément au décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 et au décret n° 2022-581 du 20 avril 2022.

A l'issue de cette procédure, les centres de gestion du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre et du Loir-et-Cher ont souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE pour une durée de six ans. Cette convention prendra effet le 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités et établissements publics peuvent désormais se rattacher à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Technique.

Pour acter ce rattachement, une convention d'adhésion (jointe en annexe) sera à établir entre la collectivité et le centre départemental de gestion du ressort géographique de la structure souhaitant adhérer.

L'autorité territoriale propose d'accorder, à compter du 1^{er} janvier 2025 une participation financière, pour le risque « Prévoyance », aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation.

Le montant brut mensuel de cette participation sera de 7 €, par agent dans la limite de la cotisation payée par l'agent.

L'autorité territoriale tient à préciser un élément important au regard de la participation employeur.

En effet, cette participation est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.

L'autorité territoriale expose qu'il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Par ailleurs, l'autorité territoriale précise que, dans le cadre de ce dispositif, les collectivités et établissements publics se rattachant à la convention de participation portée par leur centre départemental de gestion sont redevables de frais d'adhésion et de frais de gestion.

Pour le département du CHER, cette tarification s'appuie sur la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Cher du 05 septembre 2022.

Aussi, au regard du barème de tarification retenu (nombre d'agents de la structure), les frais d'adhésion sont de 75 € et les frais annuels de gestion sont de 40 €, étant précisé en cas de double adhésion (Prévoyance et Santé), qu'il n'y aura pas de double facturation des frais d'adhésion.

Après en avoir délibéré, l'organe délibérant décide :

- d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre les centres de gestion du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre et du Loir-et-Cher et ALTERNATIVE COURTAGE/TERRITORIA MUTUELLE, à effet au 01 janvier 2025,
- d'approuver la convention d'adhésion à intervenir entre la collectivité de Drevant et le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loir-et-Cher et d'autoriser le Maire à signer cette convention,
- d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité/établissement public en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation pour le risque « Prévoyance »,
- d'instituer une participation financière à hauteur de 10 € brut mensuel, par agent, pour le risque « Prévoyance », dans la limite de la cotisation payée par l'agent, à compter du 01 janvier 2025.
- de dire que cette participation financière sera accordée aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation,
- de préciser que la participation employeur est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés,

- de s'acquitter, auprès du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du CHER, des frais d'adhésion et des frais annuels de gestion conformément à la délibération du 05 septembre 2022,
- de prévoir l'inscription au budget de l'exercice correspondant les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,
- d'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment tout document rendu nécessaire, avec TERRITORIA MUTUELLE et/ou ALTERNATIVE COURTAGE.

ADOPTÉ à 10 voix Pour et 4 voix Contre.

6. Délibération modificative budgétaire - Restaurant Scolaire.

Le Maire fait part au conseil municipal du besoin de réaliser une décision modificative budgétaire sur le budget 2024 du Restaurant Scolaire de la commune.

Compte dépenses

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
011 / 60623	Alimentation	4 000,00 €	
012 / 6215	Personnel affecté par la commune du GFP	2 000,00 €	
Total		6 000,00 €	

Comptes recettes

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
70 / 7067	Redev services périscolaires et enseign	6 000,00	
Total		6 000,00	

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve la présente décision modificative.

6. Délibération modificative budgétaire – Commune.

Le Maire fait part au conseil municipal du besoin de réaliser une décision modificative budgétaire sur le budget 2024 de la commune.

COMPTE DEPENSES

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
21 / 2158 / 59	Autres installations, matériel et outillage technique		39 000,00 €
012 / 64111	Rémunération principale	6 995,00 €	
023 / 023	Virement à la section d'investissement		6 995,00 €
Total		6 995,00 €	45 995,00 €

COMPTE RECETTES

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
021 / 021 / OPFI	Virement de la section de fonctionnement		6 995,00 €
13 / 1321 / 57	Etat et établissements nationaux		1 005,00 €
13 / 1321 / 59	Etat et établissements nationaux		16 000,00 €
16 / 1641 / 59	Emprunts en euros		15 000,00 €
Total		0,00 €	39 000,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve la présente décision modificative.

7. Délibération détermination des taux d'avancement de grade.

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L.522-27 du Code Général de la Fonction Publique, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Social Territorial, le taux permettant de déterminer le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promu à un grade, à partir du nombre d'agents éligibles pour être nommés au grade considéré.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 07 octobre 2024

Le Maire propose à l'assemblée,

- de fixer le taux suivant pour la procédure d'avancement de grade dans la collectivité, comme suit :

Cadre d'emplois	Grade d'avancement	Taux (en %)
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	100
	Adjoint technique principal de 1ère classe	100
Adjoint d'Animation	Adjoint d'Animation principal de 2ème classe	100
	Adjoint d'Animation principal de 1ère classe	100
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100
	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	100
Rédacteur	Rédacteur principal 2ème classe	100
	Rédacteur principal 1ère classe	100
Attaché	Attaché principal	100

8. Délibération création d'un poste de rédacteur.

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi ou de réorganisation des services, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité social territorial avant délibération.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi de rédacteur territorial à temps complet pour les fonctions de secrétaire général de mairie à compter du 1^{er} décembre 2024.

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B de la filière administrative aux grades de rédacteur territorial (B), rédacteur principal de 2^{ème} classe (B), ou rédacteur principal de 1^{ère} classe (B).

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire ou d'impossibilité de nomination stagiaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article L.332 -7 ou L.332-8 du code général de la fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur du secrétariat de mairie, de la comptabilité, l'état civil, l'urbanisme.

Le contrat sur le fondement de l'article L.332-7 du CGFP est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant de l'article L.332-8 du CGFP, sont d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite totale de six ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à l'indice brut terminal de la grille indiciaires des grades de rédacteur territorial.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- d'adopter la proposition du Maire
- d'inscrire au budget les crédits correspondants
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette création de poste.
- de modifier ainsi le tableau des emplois à compter du 1^{er} décembre 2024

SERVICE ADMINISTRATIF					
EMPLOI	GRADE(S) ^o ASSOCIÉ(S)	CATÉGORIE	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire
Secrétaire général de Mairie	Rédacteur	B	0	1	TC

9. Transmission pour information du rapport d'activité 2023 du SMIRTOM.

Le Maire présente le rapport d'activité 2023 du SMIRTOM du Saint-Amandois. Dont acte est donné de cette présentation.

10. Transmission pour information du rapport d'activité 2023 de la CDC Cœur de France.

Le Maire présente le rapport d'activité 2023 de la Communauté de Communes Cœur de France. Dont acte est donné de cette présentation.

11. Décision d'engager la démarche d'une labellisation 3 fleurs courant 2025.

Le Maire confirme que la commune pourrait envisager de s'engager dans une démarche de labellisation 3 fleurs. Il attire cependant l'attention des membres du conseil aux surcoûts potentiels de fonctionnement et d'investissement que représenterait cette labellisation. Dans

un premier temps, il est nécessaire d'attendre le rapport de visite du mois d'août dernier et ensuite de convenir d'un rendez-vous à Drevant avec un conseiller de l'ARF pour une aide à la décision. Prévision 1^{er} trimestre 2025.

12. Questions et informations diverses.

- **AMICABE** : Le Maire fait part au conseil municipal que l'AMICABE tiendra son assemblée générale le vendredi 15 octobre 2024 à 18 h en Mairie.
- **Remerciements** : Madame Dominique MALCOEFFE remercie la municipalité pour les fleurs envoyées suite au décès de son époux Monsieur Joël MALCOEFFE.
- **Mail au Président du SITS** : Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal d'un mail envoyé au Président du syndicat de transport scolaire (SITS) par Mesdames Virginie BALLEREAU et Emilie MUNOZ concernant des problèmes de comportement du chauffeur de bus qui emmène les enfants du RPI, des collèges et lycées de Saint-Amand-Montrond.
- **Courrier de l'Eglise catholique en Berry** : Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal d'un courrier reçu en Mairie de l'Eglise Catholique en Berry qui organise un pèlerinage de « clocher en clocher » tout au long de l'année 2025. Celui-ci conduira à célébrer la fête du Saint Patron de chacune des communes concernées. Il est demandé à la municipalité si cela est possible d'informer les administrés du calendrier défini. Monsieur Pascal LAMY se propose de faire les photocopies et Monsieur Jean-François MAZERAT de la distribution.
- **Plan Communal de Sauvegarde** : Le Maire informe le conseil municipal qu'il y a lieu de réviser le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) suite aux nouvelles élections complémentaires du mois de juin 2024. Celui-ci sera revu lors d'une réunion de conseil municipal en début d'année 2025.
- Plusieurs conseillers municipaux demandent à Monsieur le Maire de les informer des personnes décédées sur la commune car ils ne prennent pas la presse et ne sont pas au courant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 30 et ont signé le Maire et la secrétaire de séance.

Remarques éventuelles :

Le Maire,

La secrétaire de séance

Patrick BIGOT.

Catherine MÉTÉNIER.